

sur la prospérité du cultivateur européen, plus particulièrement du cultivateur britannique. J'ai eu le plaisir d'observer la situation de très près, il y a environ un an, et je voudrais me porter garant de l'exactitude de ces propos. Pour l'instant je tiens pourtant à signaler que c'est parce que nous n'avons pas commercé avec l'Europe ou la Grande-Bretagne, que ces pays ont notamment été obligés d'augmenter leur propre production agricole, même si celle-ci n'est pas rentable, ou du moins ne l'a pas encore été jusqu'ici.

Il est une question qui se pose ici, qui n'est pas sans intérêt. Jusqu'à quel point, en effet, l'accroissement de la production agricole européenne est-il attribuable à notre refus de commercer avec ces pays, à notre refus d'abord d'accepter les devises dont ils se servent, et ensuite à notre recours aux embargos et aux droits de douanes dont nous avons frappé leurs produits. Si donc nous refusons de commercer avec eux aux conditions qu'ils posent, il leur faut chercher ailleurs et satisfaire leurs besoins, du point de vue agricole, là où ils sont en mesure de le faire.

J'ai trouvé très prospères les cultivateurs de Grande-Bretagne et de mon pays natal, l'Irlande. Ils augmentaient leur production. Ils ne se plaignaient pas, ce qui est généralement signe que, du point de vue pécuniaire, ils n'étaient pas trop à plaindre. A titre d'exemple, pour appuyer ma thèse et celle de l'honorable représentant de Rosetown-Biggar, je vous ferai part d'une lettre que j'ai reçue d'un cultivateur de l'Irlande du Nord, il n'y a pas très longtemps, au sujet d'une ferme qui m'intéresse. Il n'exploite plus sa ferme lui-même; il la loue à l'enchère publique, lopin par lopin, et lorsque je ferai remarquer aux honorables députés qu'un champ de six acres sera loué à raison de 16 livres sterling l'acre, pour la culture de céréales, disons de l'avoine, après qu'on a récolté des pommes de terre l'année précédente, ils se rendront compte que la culture de l'avoine doit être payante dans ce pays. Si vous transposez ce montant en devises canadiennes, même aux taux actuels du change, vous constatez qu'il s'agit d'une jolie somme d'argent. Il ne faut pas oublier que la personne qui loue ce terrain doit acheter sa semence, son engrais et fournir la main-d'œuvre nécessaire pour l'ensemencer et en enlever la récolte. Et, comme le ministre de l'Agriculture le sait fort bien, la culture dans ce pays, à cause de la température, n'est pas toujours une tâche facile.

Ces gens n'ont qu'une alternative. Ils doivent soit acheter ce dont ils ont besoin, leurs céréales de provende, c'est-à-dire leurs concentrés, dans la zone du sterling,—si nous

[M. Knight.]

ne voulons pas leur en vendre,—soit les produire eux-mêmes. D'après ce que je sais ils font les deux et se tirent fort bien d'affaires.

Tout d'abord, ils reçoivent des subventions et de l'aide,—je ne parle pas seulement de la Grande-Bretagne, mais aussi du Danemark, de la Belgique, de la France et, dans une certaine mesure, de l'Italie,—de leurs gouvernements, qui organisent leur agriculture, ce qui augure mal pour nous en ce qui concerne notre capacité de vendre beaucoup de denrées agricoles à l'Europe plus tard. Les gouvernements s'intéressent tout particulièrement à l'agriculture. Comme toutes les terres disponibles ou arables sont exploitées et que les cultivateurs ne peuvent accroître leur production en augmentant leurs semis, ils ont recours à de meilleures méthodes de production et utilisent davantage les engrais commerciaux. L'État encourage les agriculteurs, et dans la plupart des pays ils reçoivent des subventions.

Les Européens n'ont pas oublié la dernière guerre. Ils n'ont pas oublié les tourments de la faim qu'ils ont endurés durant et après la guerre, ni l'époque où les bombes semaient la mort dans leurs rangs. Ils verront à ne plus jamais redevenir totalement tributaires du continent nord-américain en ce qui concerne leurs denrées alimentaires et leur pain quotidien. Ils projettent,—il s'agit là d'un programme organisé dans l'Europe actuelle,—de se suffire presque autant qu'il leur sera possible dans le domaine de la production alimentaire.

J'ai dit que les gouvernements aidaient aux cultivateurs. Pendant que le ministre parlait, j'ai noté une couple de moyens employés à cette fin. Tout d'abord, ils garantissent les prix pour une certaine période afin de créer un sentiment de stabilité. Le producteur sait d'avance ce qu'il obtiendra pour son bétail et ce qu'il touchera, par stone,—peut-être devrais-je dire par boisseau,—pour ses céréales.

Ensuite, ils accordent de l'aide et des subventions aux cultivateurs qui consentent à assainir de nouvelles terres, car il est encore des terres marécageuses qui demeurent cultivables. Surtout, ils étendent le champ de la recherche et de l'enseignement agricoles. Pour ce qui est de la main-d'œuvre, j'ai constaté, tant en Grande-Bretagne qu'en Irlande, qu'elle est beaucoup plus prospère et heureuse qu'elle ne l'avait jamais été. Elle a toujours constitué une classe pauvre et peu favorisée. Il en était ainsi dans ma jeunesse. Les salaires qu'on lui versait étaient scandaleux. Son niveau de vie était loin d'être convenable et il lui fallait travailler de l'aube à la tombée de la nuit. C'est là un autre domaine où les